

RAPPORT DE GESTION

Période de trois mois close le 31 mars 2018, comparativement à la période de trois mois close le 31 mars 2017

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. (le « rapport de gestion »). Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et englobent l'ensemble de ses filiales d'exploitation indépendantes.

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été approuvés par le comité d'audit et le conseil d'administration le 2 mai 2018. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants et les résultats d'exploitation de la Société pour la période de trois mois close le 31 mars 2018, en comparaison de la période de trois mois close le 31 mars 2017. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société pour les périodes closes les 31 mars 2018 et 2017 et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Ces déclarations comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés, les prix de vente des produits, le coût des matières premières et les frais d'exploitation, les fluctuations des taux de change des devises et tout autre facteur auquel on réfère dans le présent document et dans les autres documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective contenues aux présentes afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada ») Partie I, applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires selon, notamment, IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs/Salle de presse du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones Inc. est un chef de file dans la production et la commercialisation de produits en bois traité sous pression. La Société fournit des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants de chemin de fer nord-américains, ainsi que des poteaux aux sociétés de services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunications à l'échelle du continent. Stella-Jones fabrique aussi du bois d'œuvre à usage résidentiel et des accessoires qu'elle distribue auprès de détaillants en vue d'applications extérieures, de même que des produits industriels, notamment des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction, du bois pour les ponts et des produits à base de goudron de houille. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

En date du 2 mai 2018, la Société exploite trente-neuf usines de traitement du bois, douze installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont situées dans six provinces canadiennes et dix-neuf états américains, et sont complétées par un vaste réseau de distribution à l'échelle nord-américaine. En date du 31 mars 2018, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 2 000 employés.

Stella-Jones bénéficie de plusieurs atouts qui devraient contribuer à renforcer le positionnement stratégique et l'avantage concurrentiel de la Société dans le secteur du traitement du bois. Notons, entre autres, la capacité de la Société à servir ses clients à partir de plusieurs usines, une situation financière solide qui lui permet de constituer des stocks de bois vert et de les faire sécher à l'air libre en prévision d'importants contrats à long terme, une source d'approvisionnement en bois stable et établie de longue date ainsi qu'un enregistrement pour la production et la vente de créosote, un produit de préservation du bois.

NOTRE MISSION

Stella-Jones a pour objectif de s'élever au rang de chef de file en matière de performance dans l'industrie de la préservation du bois et d'être un modèle de société responsable, intègre et respectueuse de l'environnement.

C'est en accordant la priorité à la satisfaction de la clientèle, à une gamme de produits de base et à des marchés clés, tout en misant sur sa capacité d'innover et d'optimiser ses ressources, que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail stimulant, sécuritaire et respectueux de l'individu et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE

Indicateurs clés choisis				
(en millions de dollars, sauf les marges, le RPA et le ratio)				
Résultats	T1-18	T1-17	Variation (\$)	Variation (%)
Ventes	398,8	396,9	1,8	0,5 %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	56,5	63,8	(7,4)	(11,5 %)
BAIIA ⁽¹⁾	43,4	49,1	(5,7)	(11,6 %)
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	10,9 %	12,4 %	s.o.	(149 pdb)
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	35,5	40,8	(5,4)	(13,2 %)
Résultat net	23,1	25,9	(2,8)	(10,9 %)
RPA – de base et dilué	0,33	0,37	(0,04)	(10,8 %)
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(64,6)	7,2	(71,8)	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	96,4	5,3	91,1	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(38,2)	(14,1)	(24,1)	
Situation financière				
	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017	Variation (\$)	
Stocks	801,9	718,5	83,4	
Dette à long terme ⁽²⁾	565,4	455,6	109,8	
Ratio de la dette totale sur le BAIIA ⁽¹⁾	2,41x	1,89x	0,51	

(1) Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique traitant des mesures financières non conformes aux IFRS du présent rapport de gestion.

(2) Incluant la partie courante de la dette à long terme.

*Les nombres sont arrondis.

- Après la clôture du premier trimestre, soit le 9 avril 2018, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par Wood Preservers Incorporated (« WP »), situés à ses installations de traitement du bois de Warsaw, en Virginie.
- Le 15 mars 2018, la Société a obtenu une prolongation d'un an, soit jusqu'au 27 février 2023, de sa facilité de crédit rotatif non-garantie.
- Le 9 février 2018, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par Prairie Forest Products (« PFP »), une division de Prendville Industries Ltd., situés à ses installations de traitement du bois de Neepawa, au Manitoba, de même qu'à ses installations d'écorçage de Birch River, au Manitoba.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le présent rapport de gestion contient des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures sont les suivantes :

- Le bénéfice brut : Les ventes moins le coût des ventes.
- Le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ou « BAIIA »).
- Le résultat d'exploitation
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fond de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés.
- La dette totale sur le BAIIA : Dette à long terme (y compris la partie courante) divisée par le BAIIA sur douze mois glissants.

La direction considère que ces mesures non conformes aux IFRS constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance.

Rapprochement du BAIIA et du résultat d'exploitation avec le résultat net* (en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Résultat net de la période	23,1	25,9
Plus :		
Charge d'impôts sur le résultat	8,1	10,2
Charges financières	<u>4,3</u>	<u>4,8</u>
Résultat d'exploitation	35,5	40,8
Dotations aux amortissements	<u>7,9</u>	<u>8,2</u>
BAIIA	43,4	49,1

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

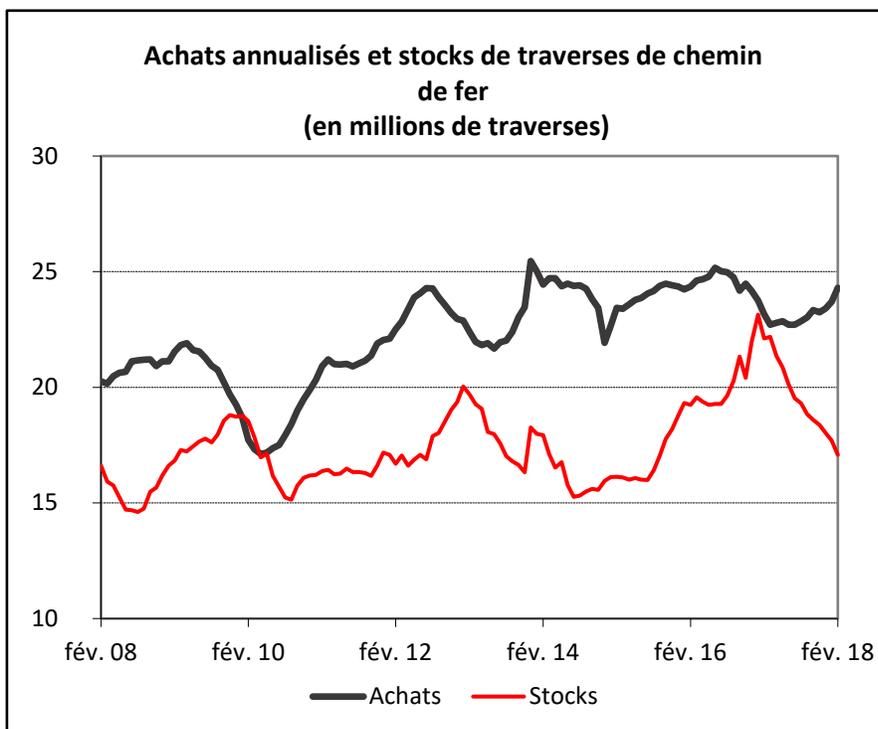
TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change applicables aux périodes closes les 31 mars 2018 et 2017, ainsi qu'à la période close le 31 décembre 2017. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollar américain.

Taux \$ CA/\$ US	2018		2017	
	Taux moyen pour la période de trois mois close le 31 mars 2018	Taux de clôture au 31 mars 2018	Taux moyen pour la période de trois mois close le 31 mars 2017	Taux de clôture au 31 décembre 2017
	1,2549	1,2894	1,3240	1,2545

SURVOL DE L'INDUSTRIE DES TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

Comme le rapporte l'organisme *Railway Tie Association* (« RTA »), les achats de traverses de chemin de fer pour les deux premiers mois de 2018 se sont chiffrés à 3,4 millions de traverses, contre 2,5 millions de traverses pour la même période en 2017. Ainsi, les achats de l'industrie pour la période de douze mois close le 28 février 2018 ont atteint 24,3 millions de traverses. Le RTA calcule les achats effectués en se fondant sur l'écart entre la production mensuelle et l'évolution des stocks, à partir des données fournies par ses membres. La hausse des achats a entraîné une baisse des stocks de l'industrie, qui s'élevaient à 17,1 millions de traverses au 28 février 2018. Par conséquent, le ratio des stocks par rapport aux ventes s'établissait à 0,72 : 1 au 28 février 2018, ce qui



Source : *Railway Tie Association*

représente un niveau inférieur au ratio moyen de 0,79 : 1 observé au cours des dix années précédentes.

Par ailleurs, selon les données publiées par l'*Association of American Railroads*, l'achalandage total sur les chemins de fer nord-américains a augmenté de 2,6 % durant les trois premiers mois de 2018. Alors que le volume de chargements de wagons a diminué de 0,7 % en raison principalement d'une baisse des expéditions de véhicules motorisés et de pièces, ainsi que de grain, le volume de remorques et de conteneurs intermodaux a progressé de 6,1 % par rapport aux niveaux de 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Ventes

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les ventes ont atteint 398,8 millions de dollars, comparativement à des ventes de 396,9 millions de dollars lors de la même période l'an dernier. Les acquisitions ont contribué aux ventes à hauteur d'environ 3,1 millions de dollars, tandis que l'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, par rapport au dollar américain, a eu un impact négatif de 16,1 millions de dollars sur la valeur des ventes libellées en dollars américains par rapport au premier trimestre du précédent exercice. Si on exclut ces facteurs, les ventes ont progressé d'environ 14,9 millions de dollars, soit 3,8 %, en raison d'une hausse des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel, de poteaux destinés aux sociétés de services publics ainsi que de billots et bois d'œuvre, en partie contrebalancée par une baisse des ventes de traverses de chemin de fer et de produits industriels, comme il est expliqué ci-après.

Répartition des ventes par catégorie de produits

(en millions de dollars)	Traverses de chemin de fer	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
Ventes en 2017	158,5	151,0	38,6	21,9	26,9	396,9
Acquisitions	–	0,4	2,4	0,3	–	3,1
Incidence des taux de change	(7,2)	(6,5)	(1,5)	(0,8)	(0,4)	(16,1)
Croissance interne	(4,9)	8,0	10,6	(0,6)	1,8	14,9
Ventes en 2018	146,4	153,0	50,3	20,8	28,3	398,8
Croissance interne %	(3,1 %)	5,3 %	27,5 %	(2,6 %)	6,7 %	3,8 %

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 146,4 millions de dollars au premier trimestre de 2018, ce qui représente un recul de 12,1 millions de dollars par rapport aux ventes de 158,5 millions de dollars réalisées au premier trimestre de 2017. Si on exclut l'effet de conversion résultant des fluctuations des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont reculé d'environ 4,9 millions de dollars, soit 3,1 %, principalement en raison de pressions sur les prix dans certaines régions et de la faible disponibilité de wagons qui a limité les expéditions. De plus, les ventes de traverses de chemin de fer ont été affectées par une baisse des ventes réalisées auprès d'un client qui exploite des lignes de chemin de fer de catégorie 1 et qui a commencé à épuiser ses stocks en vue de sa transition d'un programme de « services de traitement » à un programme complet de type « black tie ». Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 36,7 % des ventes de la Société au premier trimestre.

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 153,0 millions de dollars au premier trimestre de 2018, en hausse de 1,3 % par rapport aux ventes de 151,0 millions de dollars réalisées lors de la période correspondante en 2017. L'effet de conversion des devises a réduit la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 6,5 millions de dollars, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Si on exclut l'apport des acquisitions et l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté d'environ 8,0 millions de dollars, soit 5,3 %, grâce à un accroissement du volume généré par les programmes de remplacement. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 38,3 % des ventes globales de la Société au premier trimestre de 2018.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont totalisé 50,3 millions de dollars au premier trimestre de 2018, contre 38,6 millions de dollars un an plus tôt. Cette variation favorable s'explique essentiellement par une hausse des prix de vente découlant de l'escalade des coûts du bois d'œuvre qui a été absorbée par les clients et, dans une moindre mesure, par un accroissement du volume. Le bois d'œuvre à usage résidentiel a représenté 12,6 % des ventes de Stella-Jones au premier trimestre de 2018.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels ont atteint 20,8 millions de dollars au premier trimestre de 2018, comparativement à 21,9 millions de dollars lors de la même période en 2017. Si on exclut l'apport des acquisitions ainsi que l'effet de conversion résultant des fluctuations des devises, les ventes ont reculé de 2,6 % en raison principalement du calendrier des projets liés aux ponts et aux poutres. Les produits industriels ont représenté 5,2 % des ventes de la Société au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2018.

Billots et bois d'œuvre

Pour les trois premiers mois de 2018, les ventes de billots et de bois d'œuvre se sont élevées à 28,3 millions de dollars, contre 26,9 millions de dollars lors des trois premiers mois de 2017. Cette variation reflète les hausses des prix de vente découlant de l'augmentation des coûts du bois d'œuvre. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 7,1 % des ventes de la Société au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2018.

Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 299,0 millions de dollars, soit 75,0 % des ventes totales de Stella-Jones au premier trimestre de 2018, contre 305,7 millions de dollars lors de la période correspondante en 2017. Cette baisse, d'un exercice sur l'autre, est principalement attribuable à un recul des ventes de traverses de chemin de fer et à l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur des ventes libellées en dollars américains, en partie contrebalancée par une progression des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics et des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel.

D'autre part, les ventes réalisées sur le marché canadien ont atteint 99,8 millions de dollars au premier trimestre de 2018, soit 25,0 % des ventes totales de Stella-Jones, comparativement aux ventes de 91,2 millions de dollars effectuées au premier trimestre de 2017. Cette progression, d'un exercice sur l'autre, est attribuable à une augmentation des ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, découlant essentiellement d'une hausse des prix de vente d'un exercice sur l'autre en raison de l'augmentation des coûts du bois d'œuvre.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, s'est élevé à 342,3 millions de dollars, soit 85,8 % des ventes, pour la période de trois mois close le 31 mars 2018. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 333,1 millions de dollars, ou 83,9 % des ventes, pour la période de trois mois close le 31 mars 2017. Cette hausse, en dollars absolus, s'explique en grande partie par le soutien apporté par la Société à un client qui exploite des chemins de fer de catégorie 1 et qui souhaite passer d'un programme de « services de traitement » à un programme à services complets de type « black tie ». Dans le but d'accélérer cette transition, la Société a acquis des traverses de chemin de fer non traitées de ce client, ce qui a augmenté le coût des ventes de ces traverses une fois qu'elles ont été traitées et vendues. De plus, la hausse des coûts de la fibre de bois dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics a eu un léger impact sur le coût des ventes, qui sera toutefois atténué alors que les prix de vente seront progressivement ajustés au cours des mois à venir. Ces augmentations de coûts ont été en partie contrebalancées par l'effet de conversion des devises.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 7,9 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2018, contre 8,2 millions de dollars lors de la période correspondante de 2017.

En conséquence, le bénéfice brut s'est établi à 56,5 millions de dollars, soit 14,2 % des ventes, au premier trimestre de 2018, comparativement à 63,8 millions de dollars, ou 16,1 % des ventes, au premier trimestre de 2017.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 22,2 millions de dollars au premier trimestre de 2018, comparativement à des frais de 22,8 millions de dollars au premier trimestre de 2017. Cette variation est principalement attribuable à des indemnités de départ plus élevées de 1,0 million de dollars en 2017. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 5,6 %, soit un niveau stable par rapport au précédent exercice.

Autres pertes (gains), montant net

Le montant net de 1,2 million de dollars des autres gains réalisés par Stella-Jones pour la période de trois mois close le 31 mars 2018 consiste essentiellement en un renversement de provisions pour restauration de sites de 1,1 million de dollars ainsi qu'en un gain de change de 155 000 \$. Lors du précédent exercice, le montant net de 176 000 \$ des autres pertes consistait essentiellement en une charge de 2,7 millions de dollars liée à des frais de transport et de distribution à payer ainsi qu'en une perte de 1,2 million de dollars découlant de la réévaluation à

la valeur du marché de contrats dérivés sur le diesel et le pétrole. Ces charges constatées en 2017 ont été en partie contrebalancées par un gain de change de 3,7 millions de dollars.

Le risque de la Société lié aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations des devises découle des opérations de vente et d'achat en dollars américains effectuées par ses installations canadiennes et de la dette à long terme libellée en dollars américains détenue par sa société canadienne. Stella-Jones U.S. Holding Corporation, la filiale américaine en propriété exclusive de la Société, est un établissement étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la Société et les gains et pertes de change sur conversion de ses états financiers sont reportés aux capitaux propres. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées à partir d'établissements canadiens. Ses opérations de couverture de base consistent en des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains et l'achat de certains biens et services en dollars américains. La Société pourrait également avoir recours à des contrats de change à terme pour l'achat de dollars américains dans le cadre des achats importants de biens et services qui ne sont pas naturellement couverts.

Charges financières

Les charges financières pour le premier trimestre de 2018 se sont élevées à 4,3 millions de dollars, en baisse de 0,5 million de dollars par rapport à celles engagées au premier trimestre de 2017. Cette diminution est principalement attribuable à une réduction des emprunts, d'un exercice sur l'autre, jumelée à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les charges financières relatives aux emprunts de la Société libellés en dollars américains.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Stella-Jones a généré un résultat avant impôts de 31,1 millions de dollars, soit 7,8 % des ventes, au premier trimestre de 2018, comparativement au résultat avant impôts de 36,1 millions de dollars, ou 9,1 % des ventes, réalisé au premier trimestre de 2017.

La charge d'impôts sur le résultat de Stella-Jones a totalisé 8,1 millions de dollars au premier trimestre de 2018, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 25,9 %. Au premier trimestre de 2017, la charge d'impôts sur le résultat s'était établie à 10,2 millions de dollars, ce qui équivalait à un taux d'imposition effectif de 28,2 %. La baisse du taux d'imposition effectif pour le premier trimestre de 2018 reflète les changements apportés au taux d'imposition fédéral américain sur le revenu des sociétés à la suite de la promulgation de la réforme fiscale américaine (*Tax Cuts and Jobs Act*) le 22 décembre 2017.

Résultat net

Le résultat net pour la période de trois mois close le 31 mars 2018 a atteint 23,1 millions de dollars, soit 0,33 \$ par action diluée, comparativement à un résultat net de 25,9 millions de dollars, ou 0,37 \$ par action diluée, lors de la période de trois mois close le 31 mars 2017.

ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 9 février 2018, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par PFP, une division de Prendville Industries Ltd., situés à ses installations de traitement du bois de Neepawa, au Manitoba, de même qu'à ses installations d'écorçage de Birch River, au Manitoba. PFP fabrique des poteaux en bois traité destiné aux sociétés de services publics ainsi que du bois d'œuvre traité à usage résidentiel.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 26,5 millions de dollars, dont une tranche de 1,5 million de dollars a été déposée dans un compte en fidéicommiss et sera payée au vendeur en date du deuxième anniversaire de l'acquisition, dans l'hypothèse qu'il n'y aura aucune déduction. Le décaissement total n'inclut pas des frais liés à la transaction d'environ 425 000 \$, dont une tranche de 159 000 \$ a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net de l'exercice 2017 sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé l'acquisition au moyen de ses facilités de crédit syndiquées existantes.

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ce rapport de gestion. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition.

(Les données tabulaires sont présentées en millions de dollars)	
Actifs acquis	
Stocks	9,5
Immobilisations corporelles	7,8
Goodwill	10,3
Actifs d'impôt différé	0,3
Total des actifs acquis	27,9
Passifs repris	
Provision pour restauration de sites	1,4
Total des actifs nets acquis et des passifs repris	26,5
Contrepartie transférée	
Trésorerie	25,0
Contrepartie à payer	1,5
Contrepartie transférée	26,5

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 9 avril 2018, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par WP, situés à ses installations de traitement du bois de Warsaw, en Virginie. WP se consacre à la fabrication, la vente et la distribution de pilotis pour construction maritime, de pieux pour fondation et de poteaux en bois traité destinées aux sociétés de services publics. Les ventes pour la période de douze mois close le 31 décembre 2016 se sont élevées à environ 34,6 millions de dollars US.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 27,5 millions de dollars (21,6 millions de dollars US) dont une tranche de 3,1 millions de dollars (2,5 millions de dollars US) a été déposée dans un compte en fidéicommiss et sera payée au vendeur en date du troisième anniversaire de l'acquisition, dans l'hypothèse qu'il n'y aura aucune déduction. Le décaissement total n'inclut pas des frais liés à la transaction d'environ 137 000 \$ comptabilisés dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net sous la rubrique «Frais de vente et d'administration». La Société a financé l'acquisition au moyen de ses facilités de crédit syndiquées existantes.

Au moment de préparer ce rapport de gestion, la direction n'avait pas en main toutes les informations requises afin de déterminer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Les informations préliminaires indiquent que les immobilisations corporelles et les stocks représentent environ 18,3 millions de dollars et 7,6 millions de dollars, respectivement, du prix total d'achat de 27,5 millions de dollars.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de traverses de chemin de fer, de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre à usage industriel sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité et, par conséquent, les premier et quatrième

trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des neuf derniers trimestres de la Société :

2018

Pour les trimestres clos les	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)					
Ventes	398,8				
BAIIA ¹	43,4				
Résultat d'exploitation ¹	35,5				
Résultat net de la période	23,1				
Résultat par action ordinaire – de base et dilué	0,33				

2017

Pour les trimestres clos les	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)					
Ventes	396,9	594,2	517,6	377,4	1 886,1
BAIIA ¹	49,1	83,1	71,3	37,1	240,6
Résultat d'exploitation ¹	40,8	74,5	63,1	29,0	207,4
Résultat net de la période	25,9	48,9	42,0	51,1	167,9
Résultat par action ordinaire – de base et dilué	0,37	0,71	0,61	0,74	2,42

2016

Pour les trimestres clos les	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)					
Ventes	421,0	563,1	512,6	341,7	1 838,4
BAIIA ¹	61,7	89,9	76,3	36,9	264,8
Résultat d'exploitation ¹	54,6	83,2	67,3	28,2	233,2
Résultat net de la période	35,0	54,7	45,7	18,5	153,9
Résultat par action ordinaire – de base et dilué	0,51	0,79	0,66	0,27	2,22

- a) Le résultat d'exploitation et le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (« BAIIA ») sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'elles constituent des informations utiles aux fins de comparaison avec d'autres entreprises du secteur d'activité, puisqu'elles présentent des résultats financiers en rapport avec les pratiques de l'industrie, sans tenir compte des charges hors caisse ni des structures de capitaux. Le résultat d'exploitation et le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles peuvent facilement être conciliés avec le résultat net présenté aux états financiers consolidés intermédiaires, puisqu'il n'y a pas d'ajustements en raison d'éléments inhabituels ou non récurrents.

Note : Les chiffres étant arrondis, la somme des résultats trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. Ainsi, au 31 mars 2018, l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, comparativement au 31 décembre 2017 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change » à la page 3) a pour conséquence d'augmenter la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 31 mars 2018, le total de l'actif atteignait 1,98 milliard de dollars, contre 1,79 milliard de dollars au 31 décembre 2017. Le solde plus élevé du total des actifs traduit essentiellement une augmentation de l'actif courant, comme il est expliqué plus bas.

Actif (en millions de dollars)	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017	Variation
Créances	221,7	163,5	58,3
Stocks	801,9	718,5	83,4
Autres actifs courants	32,4	26,5	6,0
Total de l'actif courant	1 056,0	908,4	147,7
Immobilisations corporelles	495,4	472,0	23,4
Immobilisations incorporelles	123,7	124,4	(0,7)
Goodwill	288,1	270,3	17,8
Autres actifs non courants	13,5	10,9	2,5
Total de l'actif non courant	920,6	877,6	43,0
TOTAL DE L'ACTIF	1 976,7	1 786,0	190,7

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

La valeur des créances se chiffrait à 221,7 millions de dollars au 31 mars 2018, contre 163,5 millions de dollars au 31 décembre 2017. L'augmentation est attribuable à un accroissement des ventes vers la fin du trimestre, qui cadre avec l'évolution saisonnière habituelle de la demande, jumelé à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les créances libellées en dollars américains. La direction estime que toutes les créances inscrites à son état de la situation financière sont entièrement recouvrables puisque ses principaux clients, essentiellement des exploitants de lignes de chemin de fer de catégorie 1, de grands détaillants et des fournisseurs de services publics de grande envergure, ont une bonne solvabilité et peu d'historiques de défaut de paiement.

Les stocks s'élevaient à 801,9 millions de dollars au 31 mars 2018, en hausse comparativement à 718,5 millions de dollars au 31 décembre 2017. Cette hausse est attribuable à la constitution saisonnière habituelle de stocks en prévision de l'accroissement de la demande durant la période de pointe des deuxième et troisième trimestres et à la valeur des traverses de chemin de fer non traitées acquises d'un client qui exploite des chemins de fer de catégorie 1 souhaitant faire la transition d'un programme de « services de traitement » à un programme à services complets de type « black-tie ». De plus, l'incidence de la conversion de la devise locale sur les stocks détenus aux États-Unis a également contribué à cette hausse.

En raison des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fond de roulement. En conséquence, la rotation des stocks a toujours été relativement lente. De plus, d'importants stocks de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Toutefois, les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. Néanmoins, la direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est rajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité. La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que sa facilité de crédit disponible sont suffisants pour lui permettre de faire face à ses besoins en fond de roulement dans l'avenir prévisible.

La valeur des immobilisations corporelles s'élevait à 495,4 millions de dollars au 31 mars 2018, comparativement à 472,0 millions de dollars au 31 décembre 2017. Cette augmentation est principalement liée aux achats d'immobilisations corporelles d'un montant de 11,5 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2018, à l'ajout des immobilisations corporelles des récentes acquisitions ainsi qu'à l'incidence de la conversion de la

devise locale sur les immobilisations corporelles détenues aux États-Unis, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 4,6 millions de dollars pour la période.

Les valeurs des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 123,7 millions de dollars et 288,1 millions de dollars au 31 mars 2018. Les immobilisations incorporelles comprennent les relations clients, la valeur actualisée des ententes de non-concurrence, l'enregistrement de la créosote, les droits de coupe, le bois sur pied et un contrat de location de terrain à prix de faveur. Au 31 décembre 2017, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 124,4 millions de dollars et 270,3 millions de dollars. La baisse de la valeur des immobilisations incorporelles découle d'une dotation aux amortissements de 3,3 millions de dollars au cours des trois premiers mois de 2018, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion de la devise locale sur les immobilisations incorporelles détenues aux États-Unis. L'augmentation du goodwill est principalement attribuable aux acquisitions de même qu'à l'incidence de la conversion de la devise locale sur le goodwill libellé en dollars américains.

Passif

Au 31 mars 2018, le total du passif de Stella-Jones atteignait 821,3 millions de dollars, en hausse par rapport à 670,4 millions de dollars au 31 décembre 2017. Cette variation reflète essentiellement une augmentation du passif non courant, comme il est expliqué ci-après.

Passif (en millions de dollars)	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	149,8	111,2	38,6
Partie courante de la dette à long terme	5,8	5,7	0,2
Autres passifs courants	12,6	12,1	0,5
Total du passif courant	168,3	129,0	39,3
Dette à long terme	559,6	449,9	109,6
Autres passifs non courant	93,4	91,5	1,9
Total du passif non courant	653,0	541,4	111,5
TOTAL DU PASSIF	821,3	670,4	150,8

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

La valeur du passif courant s'établissait à 168,3 millions de dollars au 31 mars 2018, contre 129,0 millions de dollars au 31 décembre 2017. Cette variation est principalement attribuable à une augmentation de 38,6 millions de dollars des comptes créditeurs et charges à payer résultant d'une hausse du niveau d'activité commerciale vers la fin du premier trimestre de 2018, comparativement à la dernière portion du quatrième trimestre de 2017, jumelée à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les comptes créditeurs et charges à payer libellés en dollars américains.

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, se chiffrait à 565,4 millions de dollars au 31 mars 2018, contre 455,6 millions de dollars au 31 décembre 2017. Cette augmentation traduit essentiellement un accroissement des besoins en fonds de roulement, qui cadre avec l'évolution saisonnière habituelle de la demande, le financement nécessaire à l'acquisition de PFP, de même que l'incidence de la conversion de la devise locale sur la dette à long terme libellée en dollars américains. Au 31 mars 2018, un montant de 204,7 millions de dollars était disponible en vertu des facilités de crédit syndiquées de 548,0 millions de dollars (425,0 millions de dollars US) de la Société.

Au 31 mars 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et ses obligations contractuelles.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1,16 milliard de dollars au 31 mars 2018, comparativement à 1,12 milliard de dollars au 31 décembre 2017. Cette variation reflète une augmentation des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, comme il est expliqué ci-après.

Capitaux propres (en millions de dollars)	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017	Variation
Capital-actions	220,7	220,5	0,3
Surplus d'apport	0,3	0,3	–
Résultats non distribués	824,6	809,0	15,6
Cumul des autres éléments du résultat global	109,8	85,8	24,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 155,4	1 115,5	39,9

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

Cette augmentation durant la période est attribuable au résultat net de 23,1 millions de dollars et à une variation favorable de 24,0 millions de dollars de la valeur du cumul des autres éléments du résultat global découlant de l'incidence des fluctuations des devises, en partie contrebalancés par un dividende à payer de 8,3 millions de dollars.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Activités d'exploitation	(64,6)	7,2
Activités de financement	96,4	5,3
Activités d'investissement	(38,2)	(14,1)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie durant la période	(6,4)	(1,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début	<u>6,4</u>	<u>3,7</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture	–	2,1

Les activités, acquisitions et dépenses en immobilisations corporelles de la Société sont principalement financées par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, par la trésorerie disponible, par la dette à long terme ainsi que par l'émission d'actions ordinaires. Stella-Jones prévoit dépenser entre 30,0 millions de dollars et 40,0 millions de dollars en immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2018, dont la moitié sera consacrée à l'amélioration de la productivité, le reste devant servir à soutenir les activités d'exploitation. Les facilités de crédit syndiquées de la Société sont mises à sa disposition pour une durée de cinq ans et sont, par conséquent, classées comme dette à long terme.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont réduit les liquidités de 64,6 millions de dollars au premier trimestre de 2018, alors qu'elles avaient généré des liquidités de 7,2 millions de dollars au premier trimestre de 2017. Cette fluctuation reflète essentiellement les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, comme expliqué ci-après.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions de dollars)	T1-18	T1-17	Variation
Résultat net	23,1	25,9	(2,8)
Impôts sur le résultat exigibles	5,9	8,5	(2,6)
Autres	16,1	16,0	0,1
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	45,0	50,4	(5,4)
Créances	(54,4)	(36,2)	(18,2)
Stocks	(59,5)	(23,5)	(36,0)
Frais payés d'avance	(10,5)	4,2	(14,8)
Comptes créditeurs et charges à payer	28,5	21,4	7,1
Autres	(1,8)	(0,5)	1,3
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	(97,7)	(34,5)	(63,2)
Intérêts versés	(6,1)	(4,8)	(1,3)
Impôts sur le résultat payés	(5,8)	(3,8)	(2,0)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(64,6)	7,2	(71,8)

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés (recouvrés), se sont élevés à 45,0 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2018, comparativement à 50,4 millions de dollars pour la même période en 2017. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse du résultat net pour la période, de même qu'à une diminution de la charge d'impôts sur le résultat.

Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 97,7 millions de dollars au premier trimestre de 2018. Cette situation s'explique principalement par des hausses respectives de 54,4 millions de dollars et 59,5 millions de dollars des créances et des stocks attribuables aux besoins en fonds de roulement saisonniers habituels, ainsi que par le synchronisme de certains achats effectués et la valeur des stocks acquis afin de faciliter la transition d'un client qui exploite des chemins de fer de catégorie 1 vers un programme à services complets de type « black tie ». Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une augmentation de 28,5 millions de dollars des comptes créditeurs et charges à payer. Au premier trimestre de l'exercice 2017, les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie avaient réduit les liquidités de 34,5 millions de dollars.

Les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés ont réduit encore davantage les liquidités de 6,1 millions de dollars et 5,8 millions de dollars, respectivement, au premier trimestre de 2018. À titre comparatif, lors de la période correspondante du précédent exercice, les intérêts versés s'étaient élevés à 4,8 millions de dollars tandis que les impôts sur le résultat payés s'étaient chiffrés à 3,8 millions de dollars.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont généré des liquidités de 96,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, en raison d'une augmentation de 96,5 millions de dollars de la dette à long terme visant à combler les besoins en fonds de roulement et à financer l'acquisition de PFP. Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, les activités de financement avaient augmenté les liquidités de 5,3 millions de dollars. La dette à long terme a augmenté de 195,9 millions de dollars à la suite du placement privé réalisé le 17 janvier 2017 dont le produit a servi à rembourser une partie du crédit rotatif non-garantie de la Société. Ce remboursement a ainsi entraîné une baisse nette de 189,8 millions de dollars du montant prélevé sur les facilités de crédit syndiquées.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement (en millions de dollars)	T1-18	T1-17	Variation
Variation nette des facilités de crédit syndiquées	96,5	(189,8)	286,3
Augmentation de la dette à long terme	–	195,9	(195,9)
Autres	(0,2)	(0,8)	0,6
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	96,4	5,3	91,1

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

Le 15 mars 2018, la Société a obtenu une prolongation d'un an, soit jusqu'au 27 février 2023, de sa facilité de crédit rotatif non-garantie. Cette prolongation a été obtenue par un amendement à la cinquième entente de crédit amendée et mise à jour intervenue en date du 26 février 2016 et amendée le 18 mai 2016 (la « Convention de Crédit »). L'amendement prévoit également une augmentation du crédit additionnel de type accordéon, prévu par la Convention de Crédit, de 125,0 millions de dollars US à 350,0 millions de dollars US. Le crédit additionnel s'applique à la facilité de crédit rotatif non-garantie et est disponible sur demande. Enfin, la définition de dette totale, utilisée par la Convention de Crédit pour le calcul de ratios, a été amendée pour tenir compte des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie jusqu'à concurrence de 75,0 millions de dollars US. Outre ces modifications apportées à la Convention de Crédit, toutes les conditions demeurent sensiblement inchangées.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 38,2 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2018, comparativement à 14,1 millions de dollars lors du précédent exercice. Cette variation est principalement attribuable à l'acquisition d'entreprise d'un montant de 26,5 millions de dollars, comme expliqué ci-après.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	T1-18	T1-17	Variation
Acquisition d'entreprise	(26,5)	–	(26,5)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(11,5)	(11,7)	0,2
Autres	(0,2)	(2,5)	2,2
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(38,2)	(14,1)	(24,1)

* Les chiffres étant arrondis, la somme des nombres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 mars 2018 :

(en millions de dollars)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	149,8	149,8	149,8	–	–	–
Obligations liées à la dette à long terme	565,4	671,8	23,8	50,0	383,3	214,7
Paiements minimaux en vertu d'obligations liées à des contrats de location simple	–	98,3	24,9	33,7	15,9	23,8
Ententes de non-concurrence	5,7	6,1	1,7	3,0	1,3	–
Total	720,9	925,9	200,2	86,7	400,5	238,5

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 mars 2018, le capital-actions de la Société était constitué de 69 348 748 actions ordinaires émises et en circulation (69 342 095 au 31 décembre 2017). Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour la période de trois mois close le 31 mars 2018 :

Nombre d'actions (en milliers)	Période de trois mois close le 31 mars 2018
Solde au début de la période	69 342
Régime d'options d'achat d'actions	–
Régimes d'achat d'actions des employés	7
Solde à la clôture de la période	69 349

Au 2 mai 2018, le capital-actions de la Société était constitué de 69 348 748 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 mars 2018, le nombre d'options en circulation en vue d'acquies des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 45 000 (45 000 au 31 décembre 2017), dont 33 000 pouvaient être exercées (33 000 au 31 décembre 2017). Au 2 mai 2018, le nombre d'options en circulation était de 45 000, dont 33 000 d'entre elles pouvaient être exercées.

DIVIDENDES

Le 2 mai 2018, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,12 \$ par action ordinaire, payable le 27 juin 2018, aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 6 juin 2018.

La déclaration de dividendes futurs, ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en tenant compte des clauses restrictives contenues dans les documents de prêt de la Société ainsi qu'en fonction de son rendement financier et de ses besoins en liquidités. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans l'avenir demeurent sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2017.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risque et d'incertitude susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans le futur demeurent essentiellement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2017.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société sont décrites à la Note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2017, de même qu'à la rubrique traitant de l'incidence des nouvelles normes comptables publiées du présent rapport de gestion qui fait état des changements apportés aux conventions comptables au chapitre de la constatation des produits et des instruments financiers.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et le Manuel CPA Canada, Partie I.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels aux dates des états financiers, de même que sur les montants des produits et des charges déclarés au cours des périodes visées. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la dépréciation du goodwill, la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'acquisitions et la dépréciation des actifs à long terme. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

Incidence des nouvelles normes comptables

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société, et la nouvelle méthode comptable a été définie comme suit :

La Société vend des produits en bois traité et des produits du bois (les « Produits »), ainsi que des services de traitement. Les revenus provenant de la vente de Produits sont comptabilisés lorsque la Société remplit une obligation de prestation en transférant un Produit promis à un client. Les Produits sont transférés lorsque le client obtient le contrôle des Produits, soit aux installations de fabrication de la Société ou à l'établissement du client. On entend par contrôle des Produits la capacité de décider de l'utilisation des Produits et d'en tirer la quasi-totalité des avantages restants.

La Société offre le traitement de produits du bois qui appartiennent à des tierces parties. Les revenus associés à ces services de traitement sont comptabilisés à un moment précis, les produits du bois étant traités rapidement.

Les ventes de Produits peuvent faire l'objet de ristournes rétrospectives basées sur les ventes totales sur une période de douze mois, sujettes à certaines conditions contractuelles. Les revenus provenant de ces ventes sont comptabilisés en fonction du prix indiqué dans un contrat, déduction faite de l'estimation des ristournes. Les ristournes sont estimées et prévues en fonction de l'expérience accumulée, au moyen de la méthode de la valeur attendue, et les revenus ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que les conditions contractuelles seront rencontrées. Un passif est comptabilisé pour les ristournes prévues en fonction des ventes réalisées jusqu'à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les ventes de Produits peuvent également faire l'objet de rabais rétrospectifs basés sur les ventes totales sur une période de douze mois, sujets à certaines conditions contractuelles. Les revenus provenant de ces ventes sont comptabilisés en fonction du prix de vente moyen prévu pour la période donnée. Les rabais sont estimés et prévus en fonction de l'expérience accumulée, au moyen de la méthode de la valeur attendue, et les revenus ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que les conditions contractuelles seront rencontrées. Le prix contractuel est facturé au client et un passif est comptabilisé aux fins d'ajustement au prix moyen.

Une créance est comptabilisée lorsque le contrôle des Produits est transféré, puisqu'il s'agit du moment précis où la contrepartie devient inconditionnelle, c'est-à-dire que seul l'écoulement du temps détermine que le paiement de la contrepartie est exigible.

IFRS 9 – Instruments financiers

La version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* a été publiée par l'IASB en juillet 2014 et remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit un modèle de classement et d'évaluation, un modèle unique de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendues et une quasi-refonte de la méthode de la comptabilité de couverture. Basé sur les principes, le nouveau modèle unique de classement des actifs financiers est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie et sur le modèle économique dans lequel s'inscrit la détention de l'actif financier. Il donne aussi lieu à un modèle unique de dépréciation qui sera appliqué à tous les instruments financiers, ce qui exigera une comptabilisation plus opportune des pertes de crédit attendues. De plus, il modifie le risque de crédit propre d'une entité pour les passifs que l'entité a choisi d'évaluer à la juste valeur, de sorte que les profits réalisés sur ces passifs et découlant de la détérioration du risque de crédit propre de l'entité ne seront plus portés en résultat net. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société, et la nouvelle méthode comptable a été définie comme suit :

La Société comptabilise un actif financier ou un passif financier dans son état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier.

Actifs financiers

La Société classera les actifs financiers comme étant évalués ultérieurement au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction de son modèle économique pour la gestion de l'actif financier et des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Les trois catégories se définissent comme suit :

- a) Coût amorti – un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :
 - la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique ayant pour objectif de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
 - les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.
- b) Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – les actifs financiers sont classés et évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.
- c) Juste valeur par le biais du résultat net – les actifs financiers dont la détention ne s'inscrit pas dans l'un des deux modèles économiques mentionnés sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Lorsque la Société change de modèle économique pour la gestion des actifs financiers, et seulement alors, elle doit reclasser tous les actifs financiers touchés.

Les actifs financiers de la Société se composent de trésorerie, d'équivalents de trésorerie, de créances et d'instruments financiers dérivés. La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances sont évalués au coût amorti. Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les instruments financiers dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Passifs financiers

Les passifs de la Société comprennent les comptes créditeurs et charges à payer, la dette bancaire, la dette à long terme et les instruments financiers dérivés. Les comptes créditeurs et charges à payer, la dette bancaire et la dette à long terme sont évalués au coût amorti. Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les instruments financiers dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Après la comptabilisation initiale, une entité ne peut reclasser aucun passif financier.

Dépréciation

La Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues associées à ses instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La méthode de dépréciation appliquée ne sera pas la même si le risque de crédit a augmenté de façon importante. Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée permise par IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées dès la comptabilisation initiale des créances.

Transactions de couverture

Dans le cadre de sa stratégie de couverture, la Société envisage le recours à des instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme afin de limiter son exposition au risque de variation des entrées de trésorerie liées aux ventes en dollars américains de ses installations canadiennes. Elle envisage également des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des variations de taux d'intérêt sur son endettement à court terme et sa dette à long terme. Ces instruments financiers dérivés sont traités comme des couvertures de flux de trésorerie à des fins comptables et sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux capitaux propres, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. Le gain (ou la perte) lié à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au résultat net, dans autres revenus (charges).

Lorsque des contrats à terme sont utilisés comme couverture de transactions prévues, la Société ne désigne généralement comme instrument de couverture que la variation de la juste valeur de l'élément prix au comptant du contrat à terme. Le gain (ou la perte) lié à la partie efficace de la variation de l'élément prix au comptant de contrats à terme est comptabilisé aux capitaux propres, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. La variation de l'élément à terme du contrat qui est lié à l'élément couvert est comptabilisée aux capitaux propres, dans la réserve pour coûts de couverture dans les autres éléments du résultat global. Dans certains cas, la Société peut désigner comme instrument de couverture la totalité de la variation de la juste valeur du contrat à terme (y compris les points de terme). Dans ces cas, le gain (ou la perte) lié à la partie efficace de la variation de la juste valeur de la totalité du contrat à terme est comptabilisé aux capitaux propres, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont reclassés dans la période où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net.

Lorsqu'un instrument de couverture vient à échéance ou est vendu ou résilié, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, tout gain (ou perte) cumulé différé et tout coût de couverture différé dans les capitaux propres à ce moment demeure dans les capitaux propres jusqu'à la réalisation de la transaction prévue, qui entraîne la comptabilisation d'un actif non financier. Si la Société ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le gain (ou la perte) cumulé et les coûts de couverture différés qui ont été comptabilisés dans les capitaux propres sont immédiatement reclassés au résultat net.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, la conception et l'efficacité des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 mars 2018, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que par le premier vice-président et chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef des finances ont conclu que la conception des CIIF était adéquate au 31 mars 2018.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société n'a apporté aucun changement à la conception des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018 ayant eu, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur les CIIF de la Société.

PERSPECTIVES

Les traverses de chemin de fer et les poteaux destinés aux sociétés de services publics que produit la Société sont des composantes essentielles des infrastructures nord-américaines de transport et de services publics. Ces infrastructures doivent faire l'objet d'un entretien régulier, ce qui crée une demande relativement constante pour les produits de Stella-Jones. En période de croissance économique, la Société peut également profiter d'un accroissement de la demande découlant de l'expansion des réseaux ferroviaires et de télécommunication.

Compte tenu des conditions actuelles sur les marchés qu'elle dessert, et dans l'hypothèse où les devises demeurent stables, les ventes totales et les marges opérationnelles de Stella-Jones devraient s'améliorer progressivement en 2018. Les marges opérationnelles demeureront toutefois plus faibles au cours de la première moitié de 2018. Le taux d'imposition effectif global de la Société pour 2018 devrait s'établir à environ 26,0 %.

Dans la catégorie des traverses de chemin de fer, les sociétés de chemin de fer nord-américaines continueront d'entretenir le réseau ferroviaire continental du fait que les exploitants cherchent constamment à optimiser l'efficacité de leurs lignes. La Société anticipe que les ventes de traverses de chemin de fer pour l'ensemble de l'exercice 2018 devraient demeurer relativement stables par rapport à celles réalisées en 2017. Entre-temps, dans la première moitié de l'exercice, la baisse des prix pourrait continuer d'avoir des répercussions négatives sur les marges opérationnelles, qui devraient toutefois remonter progressivement à leurs niveaux historiques d'ici la fin de 2018.

Dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la demande générée par les programmes d'entretien régulier demeure relativement stable au fil du temps. Après avoir observé un retour à la normale de la demande en 2017, la Société s'attend à ce que la composition de ses ventes soit plus avantageuse dans cette catégorie de produits en 2018. Cependant, ces facteurs devraient être contrebalancés par de légères hausses de coûts de certaines essences de bois et par le synchronisme des ajustements de prix.

Dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, la Société prévoit continuer à profiter de la demande soutenue générée par les projets de nouvelles constructions et de rénovation extérieure dans les marchés résidentiels et commerciaux en Amérique du Nord. Les ventes pour l'exercice 2018 devraient aussi augmenter du fait que les prix refléteront la hausse du coût du bois.

Stella-Jones est l'un des plus importants fournisseurs nord-américains de produits industriels en bois traité et, de ce fait, compte mettre à profit la force de son réseau continental afin d'obtenir une part plus importante du volume de sa clientèle actuelle dans les marchés des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en demeurant à l'affût d'occasions de marché dans l'ensemble des catégories de produits. La Société poursuivra également ses efforts pour accroître la productivité de ses opérations dans l'ensemble de l'organisation.

À court terme, la Société se concentrera sur l'intégration des acquisitions de PFP et WP, de même que sur l'optimisation de sa capacité de production et la réduction de ses coûts dans l'ensemble de l'organisation. La génération de liquidités et le maintien de la prudence dans l'utilisation de l'effet de levier demeurent des priorités pour la direction. Les robustes flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation serviront à réduire la dette, à investir dans le fonds de roulement ainsi que dans les immobilisations corporelles et à maintenir une politique de dividende optimale au profit des actionnaires.

À long terme, la vision stratégique de la Société, axée sur l'expansion à l'échelle continentale, reste intacte du fait que la direction estime que les facteurs fondamentaux de chaque catégorie de produits demeureront robustes. La situation financière solide de Stella-Jones lui permettra de poursuivre sa recherche d'occasions d'élargir encore davantage sa présence dans ses principaux marchés. Ces occasions devront répondre à ses exigences rigoureuses en matière d'investissement, offrir des occasions de réaliser des synergies et créer de la valeur pour les actionnaires.

Le 2 mai 2018